



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

Du 26 Mai au 1<sup>er</sup> Juin 2023

## En bref

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a révisé à la hausse ses prévisions de croissance pour 2023, à +2,3 % du PIB soit une augmentation de +0,7 point de pourcentage (pp) par rapport aux estimations formulées fin 2022. La gouverneure de Banxico, Victoria Rodriguez Ceja, justifie cet ajustement par la bonne performance économique du premier trimestre, avec un taux de croissance de +1,1 % g.t., tirée par la consommation des ménages. L'institution a toutefois évoqué cinq principaux risques pour la croissance économique du Mexique en 2023: (i) une récession aux Etats-Unis, (ii) des épisodes de volatilité sur les marchés financiers internationaux, (iii) de nouvelles perturbations du commerce et des goulets d'étranglements dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, (iv) des dépenses d'investissements plus faibles que prévues, et (v) des événements météorologiques extrêmes. Pour 2024, Banxico a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour l'économie du Mexique, de +1,8 % à +1,6 %, en raison d'une probable détérioration de la production industrielle aux Etats-Unis.

LE CHIFFRE À  
RETENIR

+2,3 %

Nouvelle prévision de croissance  
du PIB pour 2023 selon la Banque  
centrale du Mexique (Banxico)

## Zoom sur

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et la FAO ont inclus les pays du CA-4 dans la liste des « *hunger hotspots* », pays en situation d'insécurité alimentaire aiguë, pour la période allant de juin à novembre 2023. Sur l'ensemble du continent américain, ils sont les seuls à figurer sur cette liste aux côtés d'Haïti et sont évalués au même niveau de risque que le Malawi. Selon le rapport, la dégradation des conditions alimentaires dans ces quatre pays est principalement liée aux conséquences du phénomène El Niño (précipitations inférieures à la moyenne et températures élevées) combiné à une probabilité importante d'ouragans, diminuant la production agricole et augmentant *de facto* les prix des denrées alimentaires. Ce schéma serait d'autant plus préoccupant pour la sécurité alimentaire qu'il interviendrait dans un contexte de forte inflation ayant déjà mis en difficulté de nombreux ménages vulnérables. Selon le rapport, 19 % et 28 % des Guatémaltèques et Honduriens se trouveraient respectivement en situation d'insécurité alimentaire en 2023.

# Mexique

## 1. ECONOMIE

**Le Mexique offre le second rendement réel le plus élevé parmi ses pairs d'Amérique Latine, après le Chili.** Selon le Crédit Suisse, le taux réel *ex ante* offert par le Mexique serait de 6,5 % (calculé comme la différence entre le taux nominal de 11,25 % et les prévisions d'inflation à 12 mois de 4,67 %). Dans la région, seul le Chili offre un taux réel supérieur à celui du Mexique, à 6,7 %. Le Brésil quant à lui, offre un rendement réel de 5,45 %, malgré son taux nominal élevé à 13,75 %, traduisant des anticipations d'inflation à 12 mois moins optimistes, à 8 %. Avec un taux de référence de 11,25 %, le Mexique se classe 7<sup>e</sup> parmi les 10 pays versant les primes d'investissement les plus élevées au monde. Le *leader* est l'Argentine, avec un taux de 97 %, suivi par le Venezuela et l'Égypte, avec respectivement 59,3 % et 18,25 %.

**Selon Banxico, au T1 2023, les envois de fonds vers le Mexique ont enregistré une croissance de 10,1 % en variation annuelle.** Au cours de la période cumulée janvier-avril, 18,9 Mds de dollars ont été reçus. Toutefois, entre mars et avril, le montant moyen des *remesas* a chuté de 394 à 382 USD, atteignant 5,3 Mds USD au total en avril, soit le premier ralentissement en 5 mois à 6,3 % g.a. en avril.

**L'intensification des tensions politiques entre le Mexique et le Pérou pourrait peser sur les relations commerciales des deux économies.** En 2022, le Pérou était le cinquième client du Mexique en Amérique du Sud (derrière le Brésil, la Colombie, le Guatemala, et le Chili), avec 1,7 Mds USD d'importations (enregistrant une augmentation annuelle de +11 %). Néanmoins, au T1 2023, les exportations du Mexique vers le Pérou ont chuté de près de 25 % g.a. Ceci résulterait notamment de tensions survenues fin 2022 entre les deux pays, à la suite d'une déclaration du président mexicain Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO) rejetant la légitimité de la nouvelle présidente péruvienne Dina Boluarte, qui succède à Pedro Castillo. Par ailleurs, le Congrès péruvien a déclaré AMLO *persona non grata* pour ses déclarations sur les

affaires intérieures du Pérou et son refus de transférer la présidence de l'Alliance du Pacifique.

**Selon les estimations du groupe financier, Monex, Banxico réduirait son taux d'intérêt de 50 points de base (pdb) au cours du T4 2023 et le clôturerait ainsi à 10,75 %.** Le groupe financier justifie cette estimation par la bonne performance économique du pays au T1 2023, et par la trajectoire baissière de l'inflation, laquelle convergerait progressivement vers l'objectif de 3 % +/- 1pp. Par ailleurs, Monex a également revu à la hausse ses prévisions de PIB pour l'économie du Mexique à 2,5 %, contre 1,6 % et s'attendrait à un taux d'inflation de 5 % au T4 2023. A *contrario*, en ce qui concerne le taux de la Fed, Monex prévoit qu'il ne serait pas modifié d'ici la fin de l'année 2023, restant ainsi dans la fourchette de 5,00 à 5,25 %.

**Selon une enquête de Banxico, le taux d'inflation de base, qui exclut de son calcul les prix des biens et services les plus volatiles, pourrait atteindre 5,46 % en moyenne au T4 2023.** Après trois mois consécutifs de révisions à la hausse du taux d'inflation de base, le marché aurait enfin réduit ses projections pour 2023, à 5,46 %. Pour 2024, les prévisions d'inflation ont quant à elles été ajustées légèrement à la hausse, à 4,08 contre 4,06 % lors de la précédente enquête d'avril (soit +0,02 pp).

**D'après BlackRock, la multinationale américaine spécialisée dans la gestion d'actifs, le Mexique présenterait des options d'investissement intéressantes et continuerait de se différencier des autres marchés émergents grâce à : (i) un cadre macroéconomique stable, (ii) des comptes budgétaires solides (iii) et une rigoureuse maîtrise de sa dette.** La société aurait reconnu le potentiel du *nearshoring* pour promouvoir la croissance future de l'économie mexicaine et aurait identifié les secteurs d'investissement les plus intéressants qui seraient l'industrie manufacturière et le secteur automobile. Blackrock aurait également relevé des opportunités intéressantes dans le secteur des services, qui resterait dynamique en raison de sa reprise tardive postpandémique.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

**Les taux d'intérêt élevés, tant au niveau national qu'international, et la baisse des prix internationaux du pétrole, ont un impact sur le service de la dette, qui a connu sa plus forte augmentation depuis 1995, selon les données du Ministère des Finances.** Au T1 2023, le coût financier de la dette s'élevait à 18,7 Mds USD, soit une augmentation annuelle de 53 %. Cette hausse, progressive depuis le début de l'année, est la plus importante depuis 1995, année au cours de laquelle le coût financier de la dette avait connu une augmentation de 60 %. Cette année, la hausse considérable a conduit le gouvernement à allouer plus de ressources au service de la dette (625 M USD supplémentaires). Par ailleurs, la baisse des prix internationaux du pétrole affecte les recettes du Mexique, lesquelles ont chuté de 3,1 % g.a. au T1 2023, tirées par la diminution des recettes pétrolières de 29 % en variation annuelle.

**La collecte de l'impôt aurait enregistré une croissance de 25,4 % g.a. au mois d'avril, soit sa plus forte progression depuis trois ans, selon le SAT (Administration Fiscale Mexicaine).** Cette performance aurait été favorisée par le renforcement de l'emploi, et par le prolongement de la date limite de déclaration fiscale annuelle. Par ailleurs, les dépenses nettes totales du secteur public ont enregistré une baisse de -2,1 % g.a. ce premier trimestre, et les dépenses programmables de -8 % g.a. sur cette même période.

**Au cours du premier trimestre de l'année 2023, le gouvernement fédéral a sous-dépensé afin de contrôler son endettement, selon l'organisation Mexico Evalua.** Selon le Ministère des Finances, au T1 2023, les besoins de financement du secteur public ont été de 105,3 Mds USD, soit une croissance annuelle de 45 %. Il s'agit de la seconde augmentation la plus rapide des dix dernières années, avec 14 % des emprunts annuels approuvés déjà utilisés. Cette situation est d'autant plus préoccupante que le gouvernement ne dépense pas suffisamment pour contrôler l'endettement. L'analyse de

Mexico Evalua souligne que la pression de l'endettement provient majoritairement du soutien financier à l'entreprise nationale pétrolière PEMEX.

## 3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

**Au T1 2023, le traitement du pétrole brut dans les raffineries par PEMEX aurait doublé par rapport au T1 2019, période correspondant au début du mandat d'AMLO.** La hausse du traitement du brut dans les raffineries est de 1,7 % au T1 2023, et de 51,7 % par rapport à 2019. Bien que PEMEX envisage d'intensifier l'activité de ses raffineries, l'entreprise serait toutefois confrontée à un rythme de production plus lent que celui prévu dans son plan d'entreprise, en raison notamment du manque de raffineries opérationnelles.

## 4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 01/06
Bourse (IPC)	-1,23%	+1,9 %	52 736,3 points
Change MXN/USD	-0,90%	-10,88%	17,69
Change MXN/EUR	-1,25%	-10,15%	18,91
Prix du baril mexicain	-3,92%	-46,73%	62,07

# Amérique centrale

## 1. GUATEMALA

**Le FMI a conclu les consultations de 2023 menées au titre de l'article IV.** Le fonds souligne



la résilience de l'économie guatémaltèque en 2022, dont la croissance du PIB s'élevait à 4,1 %, malgré un contexte mondial de resserrement des conditions financières, de volatilité des prix et de hausse des coûts d'importation. Le fonds attribue cette résilience au fort dynamisme des flux de *remesas* ainsi qu'aux politiques macroéconomiques prudentes menées par le gouvernement, ayant permis de maintenir le déficit budgétaire et la dette publique sous la barre respective des 2 % et 30 % du PIB. L'institution avertit tout de même des risques liés aux pressions inflationnistes qui restent élevées (taux interannuel à 8,32 % en avril 2023) ainsi qu'au ralentissement économique des États-Unis, pouvant réduire les flux de *remesas* et *in fine* la consommation intérieure. Enfin, le FMI recommande la mise en œuvre d'un programme d'infrastructures et de promotion du capital humain ainsi que le renforcement du cadre juridique afin d'améliorer le climat des affaires.

**La Surintendance de l'administration fiscale (SAT) a annoncé la mise en place d'un nouveau modèle de suivi et gestion du paiement des impôts afin de réduire les fraudes fiscales.** Selon la SAT, 18 % des contribuables ne payeraient pas la TVA (données de 2021) et 74 % échapperaient à l'impôt sur le revenu (données de 2017). Le nouveau modèle présenté par la SAT repose principalement sur des améliorations digitales, permettant de récolter davantage de données des contribuables et de visualiser ainsi plus rapidement d'où proviennent les fraudes fiscales. Grâce à ces avancées technologiques, la SAT espère capter 54 M USD supplémentaires via la TVA et 120 M USD via l'ISR d'ici 3 ans.

**Au T1 2023, le commerce extérieur du Guatemala s'est élevé à 11,2 Mds USD, en baisse de 5,5 % par rapport aux trois premiers mois de 2022.** Selon la Banque centrale, les exportations se sont élevées à 3,9 Mds USD et les importations à 7,3 Mds USD sur la période, les deux flux enregistrant des baisses respectives de 4,8 % et 5,5 % par rapport au T1 2022. Cette baisse, qui s'observe également via les volumes exportés (-7,6 % g.a.) et importés (-11,5 % g.a.), s'explique selon l'institution par un retour à la normale des prix

mondiaux, notamment influencés par la baisse du coût de transport maritime, ainsi que par la politique de hausse des taux d'intérêt de la FED, alimentant les anticipations négatives des ménages et les poussant à épargner plutôt qu'à consommer. La Banque centrale prévoit tout de même une croissance annuelle des importations en valeur à 8 % d'ici la fin de l'année et de 6 % pour les exportations.

## 2. EL SALVADOR

**Selon une enquête de la *Fundación Salvadoreña de Apoyo Integral (Fusai)*, la rémunération moyenne des employés des 833 000 microentreprises et PME du pays s'établit à 315 USD par mois, en dessous du salaire minimum de chaque secteur.** Pour le secteur agricole, le salaire moyen observé dans les microentreprises et PME s'établit à 173 USD / mois, tandis que le salaire minimum du secteur est officiellement fixé à 243 USD. La dynamique est la même pour les autres secteurs : services, maquilas, transport, etc. Ces montants couvrent à peine le panier alimentaire moyen (248 USD en avril en zones rurales). Par ailleurs, l'enquête révèle que 6 microentreprises et PME sur 10 emploient des travailleurs de moins de 18 ans.

**Selon le rapport annuel du *World Travel & Tourism Council (WTTC)*, le secteur touristique représenterait 12,3 % du PIB en 2023, contre 11,7 % en 2022.** Le WTTC estime que le secteur générera cette année 3,6 Mds USD de revenus, en hausse de 8,3 % par rapport à 2019. Le nombre d'employés du secteur devrait atteindre 372 000 en 2023, soit près de 14 % des emplois totaux du pays, et en hausse de 10,8 % par rapport au niveau pré-pandémique. D'ici à 10 ans, le WTTC prévoit qu'un emploi sur cinq au Salvador sera issu du secteur touristique. Selon le Ministère du tourisme salvadorien, 2,5 M de touristes étrangers se sont rendus au Salvador en 2022.

## 3. HONDURAS

**Selon l'administration fiscale (SAR), la réforme de la *Ley Tributaria* proposée par l'exécutif permettrait d'augmenter les recettes fiscales de**

**284 M USD dès 2025, sans augmenter les impôts.** Cette manne de revenus proviendrait uniquement de l'abrogation des 10 régimes d'exonération fiscale actuellement en vigueur et d'un contrôle renforcé contre l'évasion fiscale. Cette proposition de réforme continue de susciter de vives critiques de la part de l'organisation patronale (COHEP) quant aux risques qu'elle ferait peser sur l'attractivité du pays.

**Le Honduras ne parvient pas à répondre à la demande en électricité, son parc de production hydroélectrique étant contraint par la période de sécheresse liée au phénomène climatique El Niño.** Selon les données de l'entreprise publique d'électricité ENEE, le déficit de production aurait atteint 1000 MWh le 24 mai. Cette situation oblige l'ENEE à provoquer des délestages d'électricité fréquents, pour éviter un black-out national. Ainsi en moyenne, il y aurait quatre coupures d'électricité par jour au niveau national selon le COHEP, affectant gravement la compétitivité des entreprises. Outre le déficit de production lié aux conditions climatiques extrêmes, cette situation est aussi liée à un manque d'investissement dans de nouvelles capacités de production. Sur l'année 2023, l'ENEE estime que la capacité minimale installée nécessaire pour répondre à la demande aurait été de 1830 MW, alors qu'elle atteint 1650 MW aujourd'hui.

#### 4. PANAMA

**Selon le Ministère des finances, la dette publique a augmenté de 3,6% g.t. au premier trimestre 2023, pour atteindre un total de 45,9 Mds USD.** La dette est composée à 99,97% de dépenses du gouvernement central. La dette extérieure représente 83,86% de la dette totale. D'autre part, 81,35% de la dette publique a été contracté à taux fixe.

**Selon le Conseil Mondial du Voyage et du Tourisme (WTTC), le secteur touristique panaméen devrait contribuer à hauteur de 16,4% au PIB en 2023 (11,8 Mds USD), soit une augmentation en valeur de 8,3% par rapport à**

**2019.** Le secteur touristique devrait également représenter 400 000 emplois (en augmentation de 1,7% par rapport à 2019), soit 17% des emplois du pays. Les projections de l'Organisation Mondiale du Tourisme estiment que le secteur touristique devrait représenter 16,6 Mds USD et 452 000 emplois en 2033.

**La directrice des zones franches du Ministère du Commerce et de l'Industrie, Ámbar Ruiz a présenté un projet de création de 3 nouvelles zones franches au Panama afin d'attirer 78,3 M USD d'investissements des entreprises privées.** Ces nouvelles zones franches devraient accueillir 700 entreprises du secteur maritime et des nouvelles technologies.

#### 5. NICARAGUA

**Le Ministère des Finances et du crédit public et la Banque centrale dévoilent le Plan national 2023 - 2024 pour la production, la consommation et le commerce.** Ce plan prévoit notamment pour 2023 une croissance du PIB comprise entre 2,5% et 3,5%. Les exportations agricoles devraient croître de 0,3%. Plus particulièrement, la production de café est attendue en hausse de 1,4% tandis que les exportations d'huile de palme, de crevettes d'élevage et de résine de bois devraient baisser respectivement de 21,3%, 24,4% et 46,6%.

**Malgré le gel des prix des combustibles depuis 13 mois, le Nicaragua est le pays d'Amérique centrale où les prix des carburants sont les plus élevés, hors taxes.** Taxes incluses, les prix de l'essence et du diesel au Nicaragua sont les deuxièmes plus élevés de la région, derrière le Costa Rica. Au 22 mai, l'essence ordinaire et le diesel coutaient respectivement 1,31 USD / litre et 1,19 USD / litre au Nicaragua, contre 0,98 USD et 0,90 USD au Honduras par exemple. Une des raisons avancées par le gouvernement pour expliquer cette dynamique est la petite taille du marché nicaraguayen par rapport à ses voisins, ne permettant pas aux compagnies pétrolières opérant sur le marché de compenser la baisse des prix par un volume de vente plus élevé.

Cependant, plusieurs figures critiquent cette politique de gel des prix, qui ne serait plus en phase avec les prix actuels des combustibles, accusant dès lors le gouvernement de bénéficier indûment de cet écart de prix.

## 6. COSTA RICA

**Le ministère des finances a annoncé que le déficit budgétaire a atteint 0,7 % du PIB (586 M USD) en avril 2023. Les recettes ont augmenté de 5,4 % g.a. face à une plus faible hausse des dépenses (+2,5 % g.a).** Le Ministre des finances Noguí Acosta a présenté cinq projets de réformes budgétaires afin de maintenir le déficit budgétaire à un niveau faible: (i) réforme de l'impôt sur le revenu, (ii) refonte de l'impôt sur la propriété de véhicules, (iii) renforcement de la lutte contre la fraude fiscale, (iv) modification de la gestion de la dette publique, (v) flexibilisation du financement du budget.

**Selon la Superintendance des retraites (Supén), la part des pensions de retraite obligatoires placées dans des titres financiers émis à l'étranger est de 28,9 % en avril 2023, soit 5 Mds USD.** Cette part est en diminution de 12 % g.a. La Supén rapporte des pertes générées par ces placements pour les affiliés.

# Caraïbes

## 1. CUBA

**La 2ème session extraordinaire de la 10ème législature de l'Assemblée Nationale Populaire (ANPP), a permis de faire le bilan de la situation économique du pays.** Dans un contexte difficile, le ministre cubain de l'Économie, Alejandro Gil, a indiqué que le tourisme restait un vecteur indispensable à la croissance économique du pays. Fin avril, 984 000 voyageurs (+20 % g.a.) avaient été accueillis, soit 28 % de l'objectif de cette année, fixé à 3,5 millions de visiteurs. Le Canada et la Russie restent les principaux pays d'origines des touristes affluant sur l'île.

Concernant les activités de commerce extérieur, les recettes provenant des exportations s'élevaient à 728 M USD, fin avril, dont près de 5 M USD générées par le secteur privé. Par ailleurs, le ministre a indiqué que 285 entreprises d'état auraient présenté un bilan déficitaire depuis le début de l'année 2023, soit une baisse de 44 % g.a. à fin avril. Enfin, d'après les autorités cubaines, l'inflation en glissement annuel s'établirait à 45,4 %. Dans le secteur public, le salaire moyen s'élève à 4 856 pesos cubains, soit environ 40 euros au taux de change officiel.

## 2. REPUBLIQUE DOMINICAINE

**Parmi les entités ou agents financiers auprès desquels les sociétés ont effectué des demandes de prêt, les banques ont représenté 89,5 %, suivies des entreprises (11,8 %) et enfin des corporations de crédit (5,8 %).** Selon le rapport « Accès au financement dans l'activité entrepreneuriale formelle », mené par le Bureau national des statistiques dominicain (ONE), sur les 45,5 % d'entreprises formelles qui ont demandé un financement au cours des 18 derniers mois, seulement 0,3 % des demandes soumises ont été rejetées par les institutions financières. 40,5 % des entreprises ont consacré leur financement au fonds de roulement, 18,4 % à l'achat de machines et d'équipements, et 12,7 % à l'achat de véhicules. En outre, 11,1 % des financements a été accordé pour l'adaptation des infrastructures, 11 % pour la restructuration ou la consolidation des dettes et 4,3 % pour l'achat de terrains.

**Le ministère de l'Économie, de la Planification et du Développement (MEPyD) a indiqué que les projections de croissance de l'économie dominicaine ont été revues à la baisse pour 2023.** En raison d'un environnement international moins favorable dû au resserrement des conditions financières mondiales, la croissance en termes réels du produit intérieur brut (PIB) serait de 4,25 %. Le vice-ministère de l'analyse économique et sociale du MEPyD, a souligné également une réduction de 0,25 % par rapport aux perspectives macroéconomiques annoncées en novembre



2022, mais prévoit une amélioration de la performance de l'économie nationale pour 2024 avec une expansion du PIB réel de 5 %.

### 3. HAÏTI

**La Banque mondiale a approuvé un financement de 80 M USD pour améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement résilient, durable et décentralisé dans les zones rurales d'Haïti.** Ce financement vise à accroître l'accès à des services d'eau potable à 250 000 personnes et l'accès aux services d'assainissement de base à 125 000 personnes, dont 50 % de femmes de petites villes et de communautés rurales à travers le pays. Le projet financera la construction, la réhabilitation et l'expansion des systèmes d'approvisionnement en eau potable et assainissement dans les zones ciblées. Il prendra en compte également des activités de renforcement institutionnel, y compris la consolidation de l'approche programmatique axée sur les résultats à l'échelle du secteur pour améliorer la planification, la budgétisation, l'établissement de rapports et la responsabilisation du secteur.

### 4. JAMAÏQUE

**Selon l'Institut de Planification de Jamaïque, la croissance aurait été de 2,7 % au premier trimestre 2023.** Les services auraient enregistré une croissance de 3,8 % g.a., portée par une augmentation de 30,8 % de la production du secteur touristique et de la restauration, mais également par le secteur des transports publics (en augmentation de 4,3 %). À l'inverse, la production de produits nationaux a diminué de 0,7 % g.a au premier trimestre 2023. La production agricole a diminué de 7,6 % et le secteur de la construction de 4 %. Le secteur minier a augmenté sa production de 95,9 % g.a. avec la réouverture de l'usine d'alumine Jamalco.

### 5. GRENADÉ

**Les équipes du FMI ont rendu leurs conclusions sur l'article IV : la croissance du PIB aurait atteint**

**6,4 % en 2022 portée par la reprise du secteur touristique (le nombre de touristes est équivalent à 80 % de son niveau pré-pandémique) et du secteur de la construction.** L'inflation a légèrement accéléré + 2,6 % g.a., atténuée par les mesures du gouvernement tels que la suppression temporaire de la taxe sur l'essence et de la TVA sur les produits alimentaires de base. Le déficit budgétaire aurait atteint 2,6 % du PIB et la dette publique 64,6 % du PIB en 2022. La prévision de croissance du PIB pour 2023 est de 3,9 %, le secteur touristique devrait retrouver son niveau d'activité pré-pandémique.

**Dans les conclusions sur l'article IV, les équipes du FMI soulignent plusieurs faiblesses conjoncturelles et structurelles de l'économie.** L'économie de l'île reste très vulnérable aux catastrophes naturelles. Le secteur bancaire est fragile en raison de la rareté des projets économiques rentables et de l'instabilité économique persistante. De plus, selon le FMI, la qualité des actifs est détériorée, la part des crédits non-performants atteindrait 8,4 % (probablement sous-estimé selon le FMI). Enfin, Grenade est particulièrement vulnérable aux ralentissements économiques des pays de provenance des touristes (États-Unis et Royaume-Uni) et à l'augmentation du prix des matériaux de construction.

### 6. ARUBA

**Selon le rapport sur la stabilité financière du FMI, le secteur bancaire de l'île est stable et est dominé par des banques commerciales qui sont bien capitalisées et liquides.** Les ratios de fonds propres et de liquidité sur le total des actifs sont deux fois plus élevés que les niveaux réglementaires fixés par les Pays-Bas. Les banques sont rentables et conserve un ratio des prêts non productifs à un niveau modéré.

### 7. ANTIGUA-ET-BARBUDA

**L'article IV du FMI sur Antigua-et-Barbuda précise que la croissance du PIB pour 2022 aurait atteint 6 %, soutenue par (i) la forte affluence de**

**touristes, (ii) les investissements directs étrangers dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration et (iii) les projets portés par les acteurs publics.** L'inflation était de 8,5 % en 2022, reflétant la répercussion de la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires et des carburants. Pour atténuer cette hausse sur les publics les plus vulnérables, le gouvernement a introduit des subventions ciblées aux secteurs des transports et de la pêche afin de maintenir stables les tarifs des transports publics et les prix des fruits de mer. Le gouvernement a également supprimé les taxes sur la farine afin de contenir la hausse des prix du pain. En 2023, le PIB devrait enregistrer une croissance de 5,6 % et l'inflation devrait atteindre 4,5 %.

**La dette publique a culminé à 102 % du PIB en 2021 et devrait retomber à 91 % du PIB en 2022.** La poursuite des efforts d'assainissement budgétaire et la reprise de la croissance ont permis cette amélioration. Néanmoins, ces résultats ont été inférieurs aux objectifs prévus par la stratégie budgétaire à moyen terme du

gouvernement, alors que les besoins de financement et les arriérés envers les créanciers nationaux et extérieurs restent élevés. Le système financier reste stable, mais le crédit au secteur privé reste faible. De nombreux risques pèsent sur les perspectives économiques de l'archipel, principalement en raison de nouveaux chocs sur les prix des produits de base, d'un ralentissement de la croissance mondiale, d'une résurgence de la COVID-19 et d'un resserrement des conditions financières mondiales.





## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

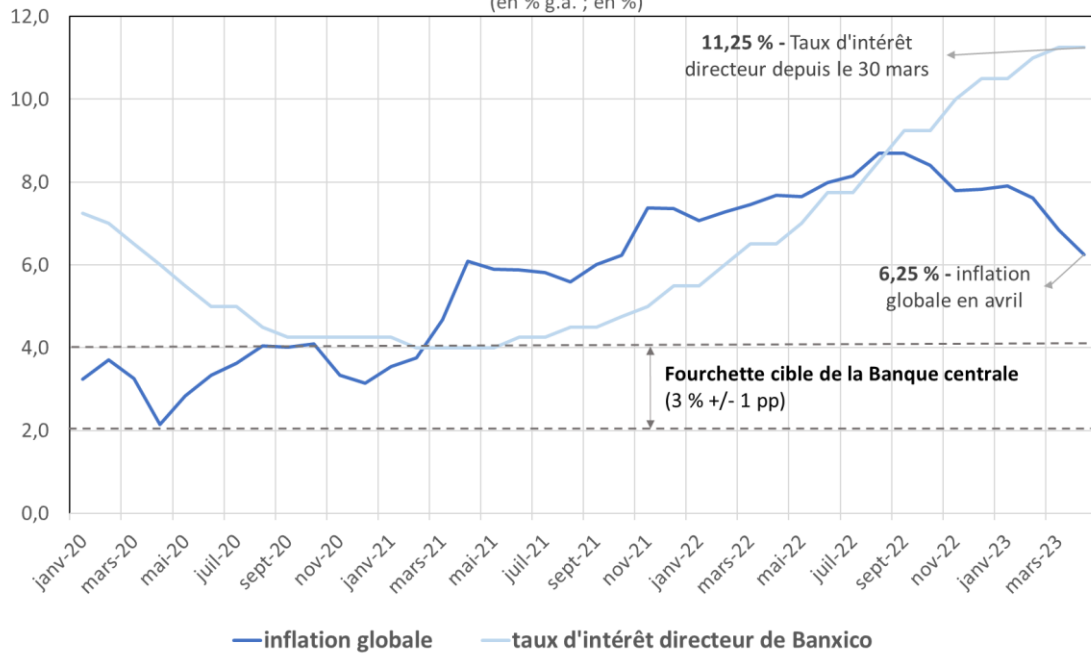
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	4,7 %	3,1 %	1,8 %	1,6 %	55,6 %	5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	7,50 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	4,75 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	8,50 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

**Source:** FMI, World Economic Outlook, Avril 2023

## -Annexe Graphique – Mexique –

### INFLATION MENSUELLE ET TAUX D'INTERET DIRECTEUR

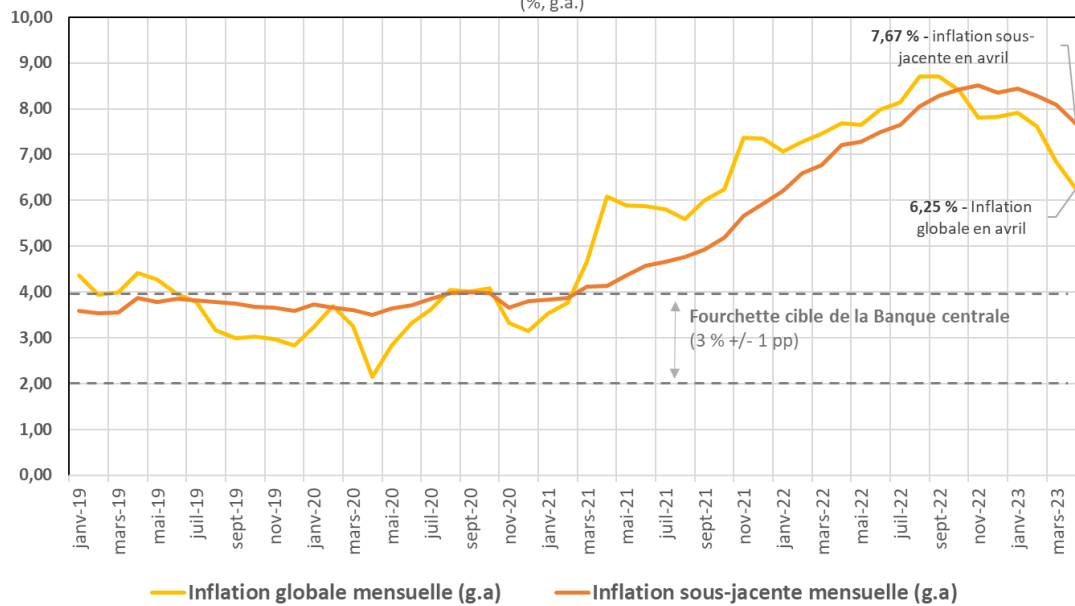
(en % g.a. ; en %)



**Source :** Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

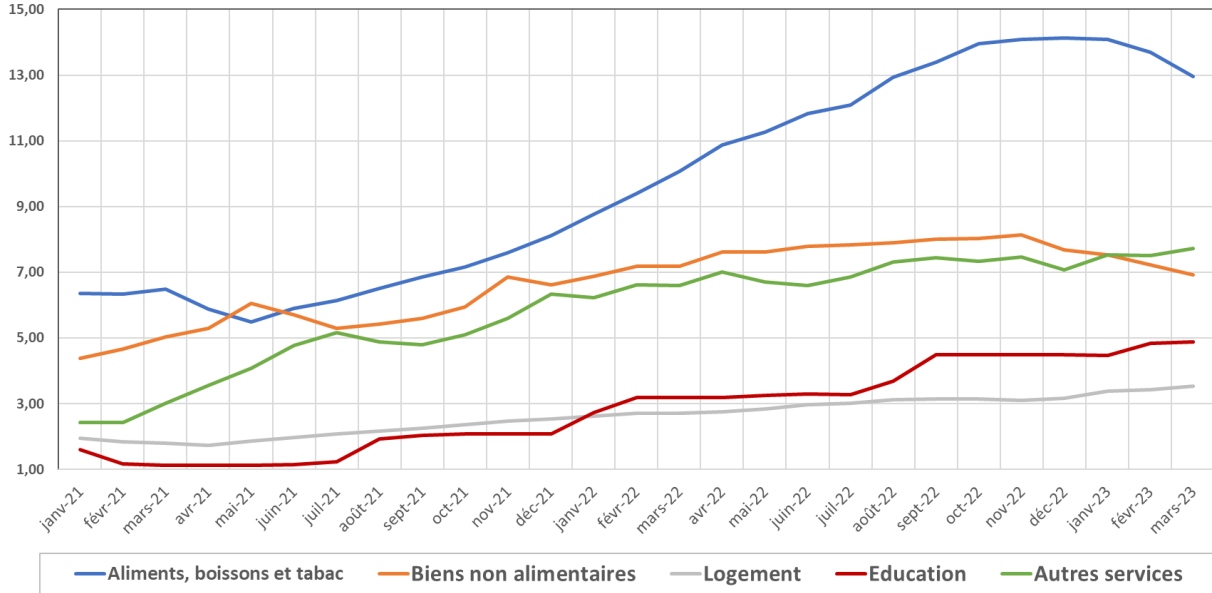
### INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

(%, g.a.)



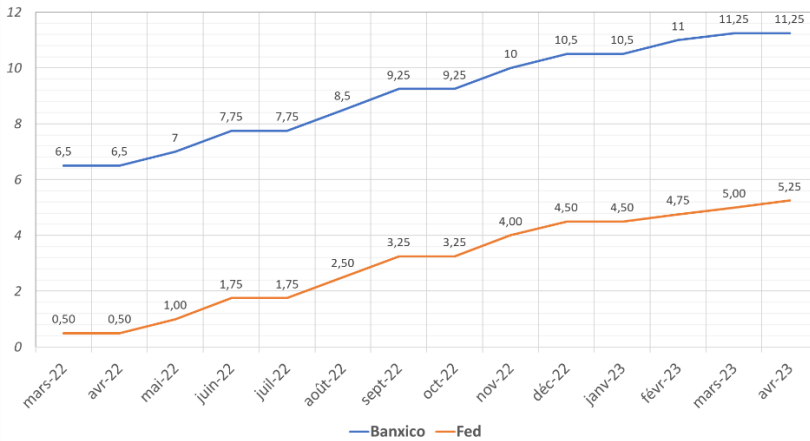
**Source :** Institut National de la Statistique et de la Géographie

ÉVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION  
 (% , g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

DIFFÉRENTIEL DE TAUX DIRECTEUR  
 ENTRE BANXICO ET LA RÉSERVE FÉDÉRALE AMÉRICAINE (%)

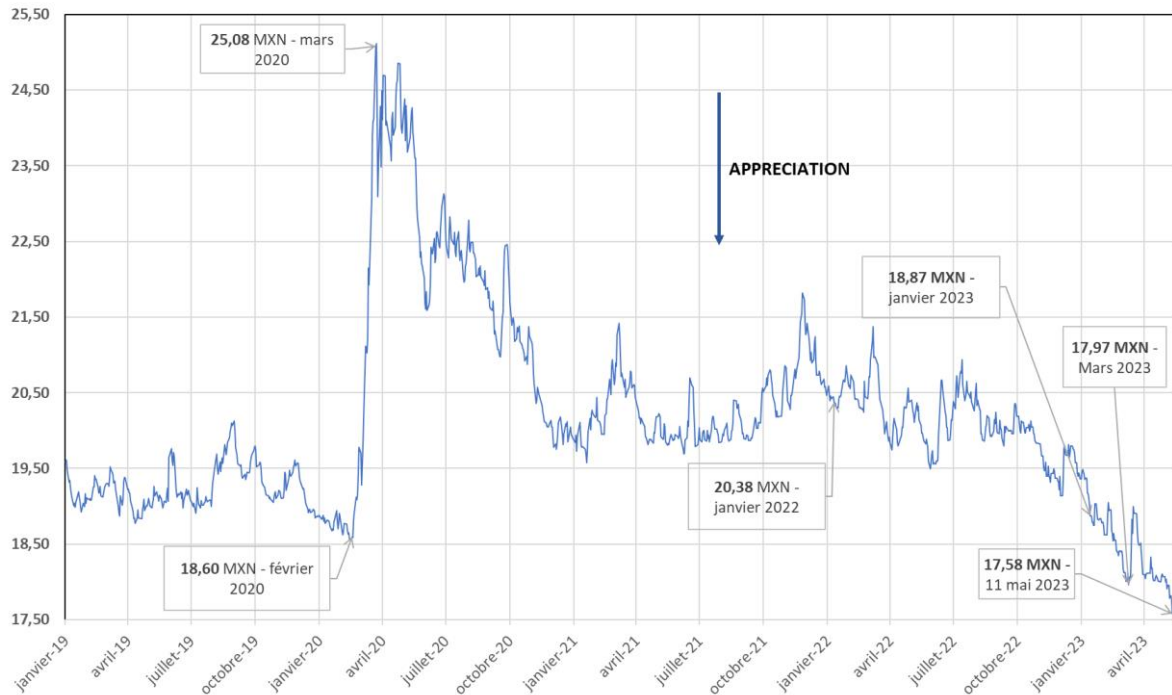


date	taux d'intérêt directeur de Banxico	Fourchette haute du taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
mars-22	6,5	0,50	600
avr-22	6,5	0,50	600
mai-22	7	1,00	600
juin-22	7,75	1,75	600
juil-22	7,75	1,75	600
août-22	8,5	2,50	600
sept-22	9,25	3,25	600
oct-22	9,25	3,25	600
nov-22	10	4,00	600
déc-22	10,5	4,50	600
janv-23	10,5	4,50	600
févr-23	11	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,25	600

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

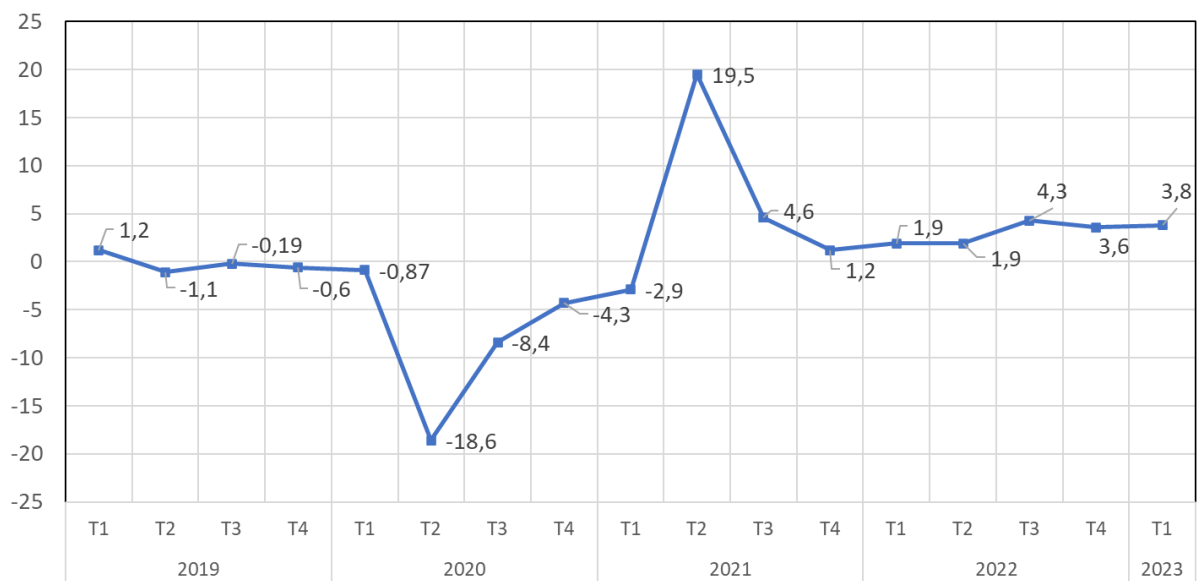


ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE  
(MXN/USD)



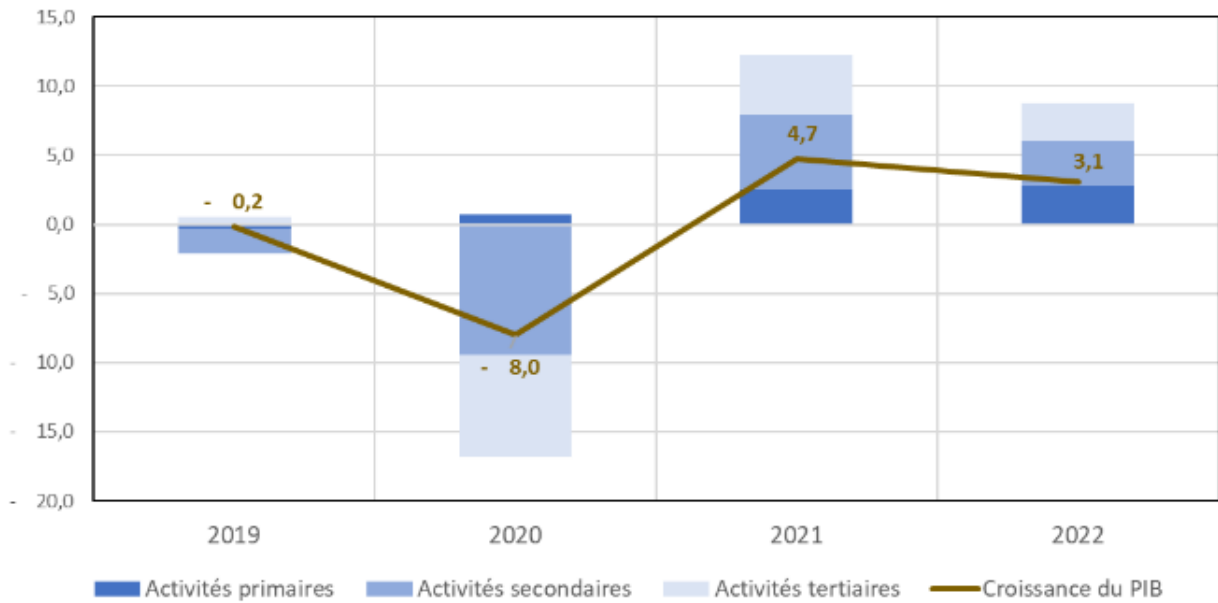
**Source :** Banque centrale du Mexique

TAUX DE CROISSANCE DU PIB  
(%, glissement annuel)



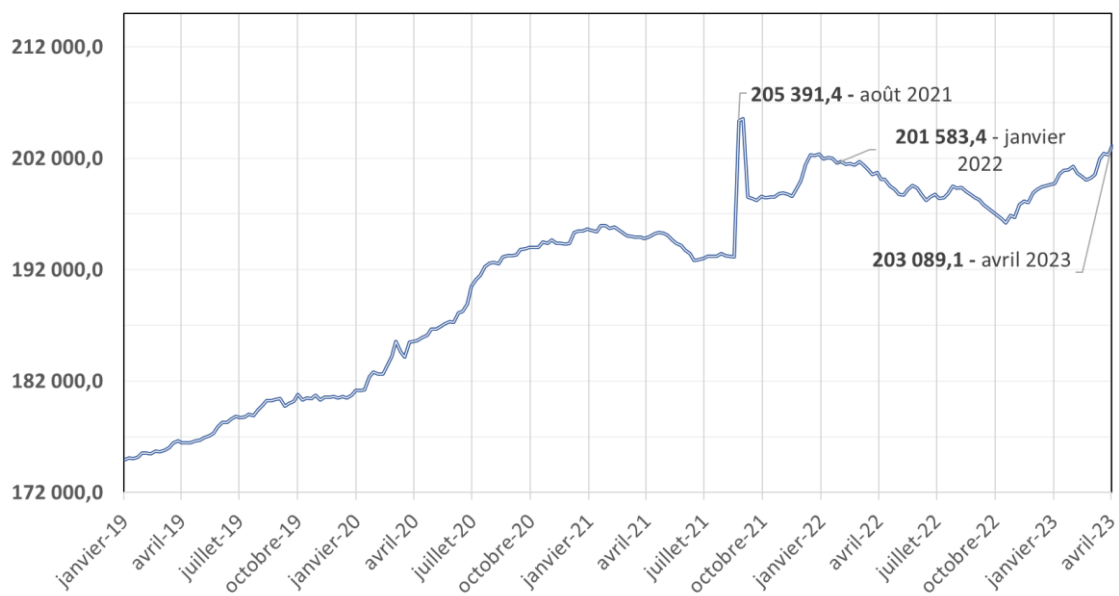
**Source :** Institut National de la Statistique et de la Géographie

DECOMPOSITION DE LA CROISSANCE PAR TYPE D'ACTIVITES  
 (% , g.a.)



**Source :** Institut National de la Statistique et de la Géographie

MONTANT DES RESERVES INTERNATIONALES  
 (en M USD)



**Source :** Banque centrale du Mexique